

Palestine et la vraie histoire du 7 octobre | Ali Abunimah

Ali Abunimah s'exprime en direct à Zurich en juin 2026 : la véritable histoire d'Israël que vous n'entendrez pas dans les médias traditionnels. Ali aborde la couverture du 7 octobre, les allégations de violences sexuelles, le traitement médiatique de la Palestine et la relation entre les États-Unis et Israël. Il parle également du BDS, du nombre de morts à Gaza, de la neutralité suisse, du soutien aux étudiants militants, ainsi que du rôle de la politique électorale et de la pression publique dans le changement des politiques. Liens : The Electronic Intifada : <https://electronicintifada.net> Neutrality Studies substack : <https://pascallottaz.substack.com> Merch : <https://neutralitystudies.com/shop> Donation : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatage : 00:00 Introduction et 7 octobre 12:46 Allégations de violences sexuelles le 7 octobre 22:39 Propagande médiatique et renseignement israélien 35:23 Qui détient le pouvoir dans les relations États-Unis–Israël ? 45:28 Rapports d'Amnesty et allégations de ZAKA 01:00:30 BDS et maintien de l'attention sur Gaza 01:10:54 Neutralité suisse et voix palestiniennes 01:17:11 Mamdani, élections et pression publique

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, on a un épisode un peu spécial, puisqu'il s'agit de l'enregistrement du discours qu'Ali Abunimah a donné à l'Université Watermelon, à Zurich, fin juin de cette année. C'était un événement en direct, donc il y avait pas mal de monde, un peu de bruit aussi. Et plutôt que de vous faire entendre les questions originales posées par le public, je vais les réenregistrer, puis vous entendrez les réponses d'Ali. C'était une sorte d'atelier participatif, où Ali a répondu, de manière très spontanée, pendant une longue séance de questions-réponses, à tout ce que les gens dans la salle avaient en tête. Bonne écoute.

#Ali Abunimah

Vous savez, aujourd'hui, grâce à l'Université Watermelon, j'ai eu une très longue journée d'entretiens avec des journalistes, et c'était vraiment bien. Certains m'ont posé des questions difficiles. L'un d'eux m'a demandé : « Est-ce que vous condamnez ce qui s'est passé le sept octobre ? » Et en fait, c'est la première fois qu'on me pose cette question depuis le sept octobre, parce que personne, dans les grands médias, ne me parle jamais. Donc je n'avais jamais eu l'occasion d'y répondre. Et j'ai dit : ma réponse, c'est, quel sept octobre voulez-vous que je condamne ? Le sept octobre de la propagande israélienne et du récit des médias dominants, ou ce qui s'est réellement passé ? Parce que ce qui s'est passé le sept octobre, c'est que des gens... d'ailleurs, les avocats sont là aussi, vous pouvez commencer à agiter la main si je commence à enfreindre une loi suisse.

Bien sûr. Mais ce qui s'est passé le sept octobre, c'est que des gens vivant sous occupation militaire, dans un ghetto soumis à l'apartheid depuis des décennies — dont quatre-vingts pour cent sont des réfugiés à Gaza, expulsés de leurs foyers et empêchés d'y retourner uniquement parce qu'ils ne sont pas juifs —, ces gens-là ont mené une opération de résistance contre leurs occupants militaires. Les principales cibles de cette opération étaient l'armée israélienne. Et ce jour-là, la résistance palestinienne a pratiquement détruit le commandement sud de l'armée israélienne. Ensuite, avec l'effondrement de ce commandement, il y a eu un moment de chaos, mais l'armée israélienne a réagi de deux manières.

La directive Hannibal, et aussi la question de la violence indiscriminée. La directive Hannibal est un ordre israélien élaboré dans les années quatre-vingt, et rendu public pour la première fois en deux mille quatorze. C'est une directive qui stipule que si un soldat israélien risque d'être capturé, l'armée israélienne peut réagir avec une force écrasante pour empêcher cette capture, même si cela signifie tuer le soldat israélien lui-même. Cette doctrine a été appliquée à grande échelle en deux mille quatorze, lorsque Israël a attaqué Gaza. À une occasion en particulier, quand trois soldats israéliens ont été capturés à Shuja'iyah, dans l'est de Gaza, Israël a appliqué la directive Hannibal et a tué des dizaines de Palestiniens ainsi que les soldats.

Le sept octobre, Israël a appliqué la directive Hannibal à grande échelle. Et ce n'est pas Ali Abunimah, du site The Electronic Intifada, qui vous le dit. C'est Yoav Gallant, le ministre israélien de la Défense à l'époque, aujourd'hui recherché par la Cour pénale internationale. Il est inculpé, et il a déclaré, à la télévision israélienne, officiellement, que la directive Hannibal avait été largement appliquée. C'est le plus haut responsable israélien à l'avoir dit publiquement. Mais nous avons aussi eu de nombreux autres officiers et responsables israéliens qui l'ont reconnu, ainsi que de nombreux témoins israéliens. Donc, l'un des reportages les plus importants que nous avons publiés sur The Electronic Intifada, c'était le seize octobre deux mille vingt-trois. Autrement dit, moins de dix jours après les événements du sept octobre.

En fait, on n'a rien fait de très compliqué. C'est quelque chose que n'importe qui aurait pu faire. Le New York Times aurait pu le faire. La SBS aussi — c'est la chaîne publique suisse. La SRF aurait pu le faire. Je pense aussi à la chaîne australienne. Vous savez, la BBC aurait pu le faire. N'importe qui aurait pu le faire bien mieux que nous, avec plus de moyens. Ce qu'on a fait, c'est simplement traduire mot pour mot l'interview de Yasmin Parat, qu'elle a donnée à Kan, le diffuseur public israélien — donc l'équivalent israélien de la SRF. On ne parle pas ici d'un petit média israélien de gauche. On parle d'une interview qu'elle a donnée dans le journal du matin, le quinze octobre deux mille vingt-trois, à la télévision publique israélienne.

Qui est Yasmin Parat ? C'est une Israélienne qui assistait à la Nova Party, dont vous avez tous entendu parler. Vous avez entendu beaucoup d'histoires à ce sujet. Elle était là avec son compagnon. Et quand la violence a commencé, quand l'attaque a démarré, ils se sont enfuis en voiture vers le kibboutz Be'eri, une colonie israélienne construite sur les terres de Palestiniens

expulsés, à quelques kilomètres de la clôture qui sépare Gaza. Elle a dit : « Nous sommes allés chez un couple israélien qui s'appelait Hadass et Adi Dagan. » Et elle a ajouté : « Nous sommes allés chez eux, puis les combattants palestiniens sont arrivés. Ils nous ont emmenés dans une autre maison où ils retenaient d'autres Israéliens, douze personnes en tout, la maison d'une femme israélienne du kibboutz appelée Pesikon. »

Et elle a dit qu'il y avait environ quarante Palestiniens et douze Israéliens. Et elle a ajouté... vous savez, l'intervieweur israélien à la radio était très confus par ce qu'elle racontait. Il lui a demandé : « Ils vous ont maltraités ? » Elle a répondu : « Non. » « Comment ça, ils ne vous ont pas maltraités ? » Elle a répété : « Non, ils nous ont très bien traités. Ils n'arrêtaient pas de nous dire : ne vous inquiétez pas, restez calmes, on ne va pas vous faire de mal. » Il a demandé : « Est-ce qu'ils ont été violents avec quelqu'un ? » « Non, ils n'ont été violents avec personne. » Mais quelqu'un a été tué dans la maison. Elle a dit : « Oui, une balle a traversé la porte et a touché quelqu'un. » Mais ce n'était pas quelqu'un de la maison... vous voyez, ils ne nous ont pas frappés, ils ne nous ont pas battus, ils n'ont exécuté personne. Ils nous ont dit : « Ne vous inquiétez pas, on va vous laisser partir. »

Vous ne serez pas blessés. Tout ce que nous voulons, c'est la libération de nos prisonniers palestiniens. Elle a dit qu'ils nous ont laissé manger, qu'ils nous ont donné de l'eau, et que nous étions calmes. Puis, après plusieurs heures — ça a pris beaucoup de temps — l'armée israélienne est arrivée, avec la police paramilitaire israélienne, et ils ont encerclé la maison. Là, un des combattants palestiniens a décidé de se rendre. Il a utilisé le téléphone de Yasmin Parat. Ils ont contacté l'armée israélienne à l'extérieur, et Yasmin Parat leur a parlé. Ils ont dit : cet homme veut sortir. Ils lui ont répondu : d'accord, tu sors avec Yasmin Parat. Enlève tous tes vêtements — le combattant palestinien, pas Yasmin Parat. Ils ont dit : enlève tous tes vêtements et sors avec elle.

Au fait, ça a été mal rapporté. Ils ont dit qu'il s'était servi d'elle comme bouclier humain. Mais elle, elle a expliqué que l'armée lui avait dit de sortir avec lui. Elle est sortie, et donc elle a tout vu, tout ce qui s'est passé ensuite. Elle a raconté qu'il y avait eu un face-à-face pendant plusieurs heures. Ils négociaient avec les Palestiniens à l'intérieur. Il n'y avait pas de violence. Tout se passait, disons, en discussion. Et puis, plus tard dans la soirée, le commandant israélien sur place, le brigadier général Barak Hiram — c'est son nom — a donné l'ordre aux chars de tirer sur la maison de Pesikoyen. Et Yasmin Parat a dit : « Comment ça ? »

Il y avait des gens à l'intérieur. Ils ont dit : non, non, ne t'inquiète pas, ce sont juste des obus qui vont être tirés tout de suite vers le toit. Ce sont seulement des tirs d'avertissement. Mais elle ne pouvait pas comprendre ça : ce sont des obus explosifs ! Bref, je donne juste un aperçu, les détails sont dans notre reportage. Ils ont tiré les obus sur la maison. Ils ont tué tout le monde à l'intérieur, y compris deux enfants israéliens, des jumeaux, la famille Hadzroni. Liel est l'un d'eux, et le prénom de l'autre m'échappe pour le moment. Je vais dire que c'est à cause de la chaleur. Mais elle a raconté à la radio israélienne qu'il répétait sans cesse : « Mais ce sont les Palestiniens qui ont tué ces gens. » Et elle a répondu : « Non, c'est les nôtres. »

Les nôtres l'ont fait. Ils ont tué tout le monde. Il y a eu une survivante, Hadass Dagan, et elle a raconté l'histoire aussi, elle a tout confirmé. Un peu plus tard, il a fallu quelques semaines avant qu'elle parle aux médias. Cet exemple-là, c'est celui que mon collègue David Sheen et moi avons étudié le plus en détail. Parce que quelques mois plus tard, l'armée israélienne a mené une enquête et publié un rapport à ce sujet, qui était en réalité une dissimulation totale. Et nous avons tout analysé, phrase par phrase, le rapport de l'armée israélienne. Ce qu'ils ont écrit dedans était impossible, et ça contredisait ce qu'avaient dit Hadass Dagan et Yasmin Parat.

#Ali Abunimah

Les familles des Israéliens qui ont été tués dans cette maison... Il y avait aussi un Palestinien de Jérusalem-Est, un chauffeur du festival Nova. Lui aussi a été tué là, dans cette maison, avec tous les Palestiniens venus de Gaza. Les familles ont rejeté ce rapport. Elles ont dit : c'est une dissimulation. Nous voulons savoir ce qui est arrivé à nos proches. On n'entend pas parler d'eux. Les médias ne les interviewent pas. Ils ne sont pas invités à la Maison-Blanche pour des cérémonies où l'on dirait : ces Israéliens courageux, il faut être à leurs côtés. L'incident du kibboutz Be'eri, on en a entendu parler parce que deux Israéliens ont survécu pour raconter ce qui s'est passé. Mais tous les militaires israéliens présents sur place, les responsables israéliens, ont menti sur cet incident. Et encore aujourd'hui, ils mentent à ce sujet.

Et Barak Hiram a été promu après ça. Et Barak Hiram était aussi responsable, avec Golan Vach et d'autres officiers israéliens, de beaucoup de mensonges sur des bébés décapités et des enfants brûlés. Ils ont raconté qu'ils avaient trouvé, dans une maison du kibboutz Be'eri, des dizaines d'enfants attachés ensemble. Rien de tout ça n'est arrivé. Rien de tout ça. Et tu sais d'où on sait que ça n'est pas arrivé ? Principalement des médias israéliens eux-mêmes. C'est ça que je veux dire. La plupart du temps, on n'a rien fait d'extraordinaire. On a travaillé dur, bien sûr. Mais n'importe qui aurait pu le faire, parce que toutes ces informations sont publiques, si on choisit de les rapporter. L'autre grande histoire, à laquelle je pense qu'on a contribué après le sept octobre, c'était celle des accusations de viols de masse.

Le sept octobre, on a parlé d'une campagne systématique de viols menée par le Hamas, ordonnée par le Hamas, pour violer des Israéliens, des femmes et des hommes. Cette histoire a été relayée par Hillary Clinton, par Kamala Harris, par Sheryl Sandberg, la milliardaire qui travaillait autrefois chez Facebook et qui a même produit un grand film à Hollywood. Et jusqu'à aujourd'hui, absolument aucun cas de viol du sept octobre n'a été vérifié. Il n'y a aucune victime de viol, ni vivante ni morte. Pas une seule. Il n'y a aucun dossier devant les tribunaux israéliens concernant des poursuites contre des Palestiniens pour des violences sexuelles ou des viols commis le sept octobre. Pas un seul. Il y a environ deux mois, un rapport a été publié par une soi-disant commission civile en Israël. Mais en réalité, ce n'est pas vraiment une commission civile.

Ça donne l'impression qu'il s'agit d'une sorte d'enquête officielle. En réalité, c'est juste une femme qui a créé cette organisation, qui a commencé à collecter des dons un peu partout dans le monde, y

compris auprès du gouvernement allemand et du gouvernement canadien. Elle a ensuite publié un rapport de trois cents pages, dont ont parlé la BBC, le New York Times, CNN, et je suis sûr qu'il a aussi été mentionné dans les médias suisses. Ce rapport affirme que c'est l'étude la plus complète sur les violences sexuelles du sept octobre. Le Daily Mail, au Royaume-Uni, a même écrit : « Ce rapport réfute désormais tous ceux, à gauche, qui nient cette réalité du viol. » J'ai lu le rapport, les trois cents pages, je l'ai analysé, et il n'y a pas une seule information nouvelle dedans.

Il n'y a pas un seul viol documenté dans ce rapport, pas une seule accusation crédible. Le rapport cite les mêmes histoires déjà discréditées et fabriquées, y compris le fameux article du New York Times de décembre deux mille vingt-trois, intitulé « Screams Without Words ». Cet article du New York Times a été publié par un journaliste nommé Jeffrey Gettleman et deux Israéliens. L'une d'entre eux a ensuite été désavouée par le New York Times, parce qu'ils ont découvert sur ses réseaux sociaux qu'elle aimait et retweetait des publications appelant à l'extermination du peuple palestinien. Et même pour le New York Times, c'était un peu trop. Elle n'avait jamais été journaliste auparavant. Et cet article affirmait qu'il y avait des viols partout. Chaque cas mentionné dans cette histoire a été discrédité ou réfuté.

L'histoire principale, la grande affirmation, c'était qu'ils disaient qu'une femme israélienne, Gal Abdush, avait été violée avant d'être tuée le sept octobre. Immédiatement après la publication de l'article, la famille de Gal Abdush — qui, soit dit en passant, est très à droite, pas des gauchistes pro-palestiniens, mais vraiment très à droite, favorables à la guerre à Gaza, favorables au génocide — a déclaré : « C'est impossible qu'elle ait été violée. » Parce que l'article du New York Times disait qu'elle avait été violée, torturée, puis tuée. Sa famille a répondu : « Nous lui avons parlé au téléphone une minute avant sa mort. Il y avait des témoins sur place quand elle a été tuée. Il n'y a pas eu de viol. C'est impossible. Et le New York Times nous a menti. »

Ils ne nous ont jamais dit que c'était le cas. On pensait qu'ils faisaient un reportage sur les victimes du sept octobre. On ne nous a pas dit qu'il y aurait cette affirmation selon laquelle le viol serait impliqué. Je veux dire encore deux choses à ce sujet, parce que ça aide à comprendre le contexte. Ce reportage a été utilisé pour donner de la crédibilité à cette propagande d'atrocités. C'est exactement ça — pour justifier le génocide. Mais le New York Times, vous savez, c'est peut-être l'organisation de presse la plus riche, la plus puissante et la plus influente au monde. Et bien sûr, ils ont le journal, le site web, et aussi un site de cuisine formidable. Si vous payez un abonnement supplémentaire, vous avez accès à de super recettes, au sport et à des conseils en investissement. C'est le plus grand empire de l'information au monde.

Et bien sûr, ils ont des podcasts, dont un qui s'appelle *The Daily*. Ce n'est pas juste un podcast qu'on trouve sur Apple Podcasts ou sur YouTube. Il est diffusé tous les jours à la radio, sur des stations partout aux États-Unis. Je peux être en voiture à Chicago et écouter *The Daily* à la radio à cinq ou six heures de l'après-midi. C'est une émission importante. *The Daily* a refusé de parler de l'histoire

intitulée *Screams Without Words*. Ils allaient le faire, mais quand les journalistes de *The Daily* ont examiné le sujet, ils n'avaient aucune confiance dans ce reportage. Ils ont donc décidé de ne pas en parler. Ce qui montre bien que le *New York Times* n'a même pas pu assumer son propre travail.

Tout cela a été repris dans le rapport de la Commission civile — entièrement recyclé. Deux semaines plus tard, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a publié son rapport annuel au Conseil de sécurité, comme le prévoit le mandat du Conseil, sur les violences sexuelles dans les conflits armés. Et ce rapport ne concerne pas seulement Israël et la Palestine. Il parle aussi du Congo, de l'Ukraine, et du monde entier. Dans ce document, trente et un cas des viols et agressions sexuelles les plus horribles commis contre des Palestiniens par des membres de l'armée israélienne ont été confirmés. Cela incluait des viols et des viols collectifs visant des hommes, des femmes et des enfants. Et ces faits ont été vérifiés.

L'ONU a un statut très précis pour dire qu'un fait est « vérifié ». Cela veut dire qu'il a été examiné par une agence compétente des Nations unies, et que les preuves ont été jugées d'un niveau très élevé. Dans le rapport, le Secrétaire général a précisé : nous avons beaucoup d'autres cas, beaucoup d'autres cas crédibles, mais trente et un, c'est le nombre de cas qui ont été vérifiés selon ce standard élevé. S'agissant d'Israël, le rapport de l'ONU, cette année comme l'an dernier, ne mentionne pas un seul cas vérifié. Pas un seul. Dans le rapport de cette année, il est indiqué qu'il y a six Israéliens revenus de Gaza, qui avaient été détenus à Gaza, et qui ont affirmé avoir subi des agressions sexuelles pendant leur captivité — mais pas des viols.

Il y a une différence entre le viol et les violences sexuelles, les agressions sexuelles. Et les Nations unies ont dit qu'elles ne pouvaient vérifier aucun cas, parce qu'Israël ne coopère à aucune enquête. Alors, j'ai donné une réponse beaucoup plus longue que prévu, mais c'est parce que ce n'est pas une question simple. Si je me tiens ici et que je dis : « Eh bien, il n'y a pas eu de viol le sept octobre », on me répond : « Mais tout le monde dit qu'il y en a eu. » C'est seulement quand on entre dans le détail, quand on va jusqu'aux notes de bas de page des rapports et qu'on lit à ce niveau de précision, qu'on peut, en toute confiance, parler de ce qui s'est réellement passé. Donc, c'est impossible de donner une réponse courte à une question comme celle-là. Mais c'est exactement le travail que nous avons fait.

Je pense que c'était important, justement parce que je sais que c'était important. On sait que certains propagandistes israéliens, qui donnent des conférences un peu partout, parlent de l'Electronic Intifada et nous accusent de nier des viols. D'ailleurs, même le magazine britannique *Private Eye* nous a récemment accusés de ça dans son dernier numéro. Mais si je peux me tenir ici, en Suisse, où, franchement, si je ne disais pas la vérité, je violerais sans doute plusieurs lois, c'est parce que je parle avec confiance. Je dis ce que je dis parce que nous avons enquêté. C'est le travail qu'on essaie de faire. Et c'est aussi le travail que n'importe quel journaliste honnête pourrait faire, y compris ceux qui ont bien plus de moyens que nous.

#Speaker 1

En fait, je pense que beaucoup de Palestiniens se sentent, à cause de la propagande médiatique, un peu opprimés. Parfois, ils ont l'impression qu'ils doivent cacher leur identité, ou qu'ils ne peuvent pas simplement la dire ouvertement, parce qu'ils ne veulent pas être jugés, ou être enfermés dans une case, comme celle de réfugié ou d'une autre catégorie. Ma question, c'est : est-ce que vous comprenez pourquoi le public semble accepter que les médias diffusent des informations aussi pauvres, sans vraie recherche, sur les Palestiniens et sur ce qui se passe en Palestine, alors que, pour d'autres minorités, les gens feraient plus attention, ils remettraient en question leurs médias et leurs responsables politiques ?

#Ali Abunimah

Merci. C'est une bonne question, et je pourrais facilement donner une réponse très longue, mais je vais essayer de ne pas le faire. Vous savez, à mon sens, quand j'ai écrit *Un seul pays* il y a vingt ans, je me suis beaucoup concentré sur ce qu'on pouvait apprendre de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Quels ont été les obstacles à la fin de l'apartheid ? Qu'est-ce qui a rendu possible sa fin, de la manière dont elle s'est produite, relativement pacifique et non violente ? Ce n'était pas totalement non violent, en réalité. Il y a eu pas mal de violence, mais beaucoup moins que ce que beaucoup craignaient. Et je me suis dit qu'il y avait là des leçons à tirer. L'un des sujets que j'ai étudiés à l'époque — on vient justement de parler de la propagande des atrocités — c'est que cette propagande a aussi joué un rôle important dans le maintien de l'apartheid.

Parce qu'un des moyens qu'utilisait le régime d'apartheid, avec ses journaux qui faisaient partie du système, pour maintenir la solidarité de la population blanche, c'était la peur. Les journaux sud-africains étaient remplis d'histoires sur la soi-disant violence des Noirs : qu'ils seraient des violeurs, des meurtriers, que si on ne gardait pas le contrôle du pays, on serait jetés à la mer, et ainsi de suite. Ils disaient : regardez à travers toute l'Afrique, dans tous les pays où les Noirs sont au pouvoir, il y a de la violence. C'était donc une vision raciste totalement décontextualisée de la violence coloniale et de la décolonisation — en oubliant à quel point les colonisateurs eux-mêmes avaient eu recours à la violence pour garder le contrôle. Et moi, je vois Israël et la manière dont il présente les Palestiniens exactement de la même façon. Ce n'est pas très différent.

Et je pense que, vous savez, Israël est une extension de l'Occident. C'est une extension de l'Europe. C'est une extension des États-Unis, un peu comme l'Afrique du Sud de l'apartheid était une extension de l'Europe. Jusqu'aux années quatre-vingt, par exemple — et ça m'a vraiment surpris quand je l'ai découvert — le gouvernement néerlandais versait, comment dire, de l'argent, enfin il y a un mot plus précis, des subventions ou des aides, à des citoyens néerlandais blancs pour qu'ils émigrent en Afrique du Sud, jusque dans les années quatre-vingt, en plein régime d'apartheid. Donc le lien entre l'apartheid et l'Europe était très fort. Et tout au long de l'histoire européenne et de l'histoire coloniale, la manière dont on a représenté les peuples autochtones, les peuples colonisés — comme violents, irrationnels, dangereux — a été essentielle pour maintenir le soutien du public à l'ordre colonial établi.

Et à ce stade, vous savez, dans ce qu'on appelle l'Occident, je pense qu'on a le système de propagande le plus sophistiqué et le plus efficace. Parce que les gens qui vivent dans une dictature, ou dans un pays autoritaire, eux, ils savent que les médias leur mentent. Ils savent qu'il ne faut pas les croire. Ils sont plus lucides dans leur lecture des médias. Alors qu'en Occident, on est conditionnés à croire qu'on est libres, que nos médias sont libres, et qu'ils disent la vérité. Et ce n'est pas simplement que vous lisez le journal et que tout est faux. Le journal contient aussi beaucoup de vérités. Et c'est important, parce que c'est justement cette part de vérité qui permet de faire passer et de légitimer les mensonges. D'ailleurs, je veux encore saluer Pascal Lottaz et sa chaîne *Neutrality Studies*, parce qu'il analyse beaucoup ce phénomène avec ses invités.

En fait, j'ai beaucoup appris grâce à votre chaîne, en écoutant cette analyse du système de propagande. Mais je pense que la bonne nouvelle, c'est qu'un espace médiatique alternatif est en train de s'ouvrir. Il existe depuis longtemps, mais il prend de plus en plus d'ampleur, au point que beaucoup de gens ne se tournent plus vers les médias traditionnels. Oui, bien sûr, beaucoup de gens le font encore, d'accord, mais surtout les plus jeunes... eux, ils ne lisent pas les journaux grand public, ils ne regardent pas le journal télévisé du soir. Et ça explique aussi pourquoi il y a une si grande différence générationnelle dans la perception de la Palestine et d'autres sujets, entre les jeunes et les plus âgés, probablement dans la plupart des pays. Donc je pense que, pour faire court, c'est une partie nécessaire du système de propagande : il faut maintenir le soutien à l'apartheid et au génocide israéliens, et pour ça, il faut déshumaniser ceux qu'on s'apprête à attaquer.

De la même façon que le peuple iranien a été déshumanisé, le gouvernement iranien, lui aussi, a été diabolisé et déshumanisé par des mensonges — en disant qu'il avait assassiné des dizaines de milliers de personnes, des criminels —, et tout ça, bien sûr, juste quelques jours avant que les États-Unis et Israël ne lancent leur attaque surprise, planifiée à l'avance. Je ne sais pas quel pourcentage de gens croient encore à ces mensonges. C'était la première guerre, aux États-Unis, du moins à l'époque moderne, où le gouvernement a déclenché une guerre que la majorité de la population rejetait dès le premier jour. Toutes les autres guerres — comme celle d'Irak, il y a plus de vingt ans —, la propagande sur les armes de destruction massive avait fonctionné, parce qu'au début, la grande majorité des Américains y croyaient et soutenaient la guerre. Mais cette fois, avec l'Iran, la majorité des Américains s'y sont opposés. Donc, la propagande ne fonctionne plus de la même manière.

#Speaker 1

Je pense que tout le monde se souvient, peu après le sept octobre, que le chef du Mossad avait dit avoir prévenu Netanyahu qu'une attaque du Hamas allait avoir lieu. Et Netanyahu a nié toute responsabilité. Il a dit qu'il ne s'était pas occupé de ce rapport, disons. Et ensuite, les choses se sont passées comme on le sait. Personne n'en parle. Premier point. Le deuxième point, c'est : qu'en est-il des paiements que le gouvernement israélien avait déjà faits avant Netanyahu, et que Netanyahu, je suppose, a continué à faire au Hamas, de manière indirecte ? Qu'en est-il de ça ? Donc, d'abord, j'

ai dit que Netanyahou sacrifiait son propre peuple, en réalité, pour pouvoir déclencher la guerre et détourner l'attention de ses problèmes internes. Voilà. Merci.

#Ali Abunimah

Oui, il y a une théorie selon laquelle Netanyahou, ou le gouvernement israélien, aurait su ce qui allait se passer le sept octobre, ou même qu'ils auraient laissé faire, voire voulu que ça arrive. Moi, je n'y crois pas du tout. Il y a effectivement des rapports crédibles indiquant que certains agents du renseignement, à un niveau inférieur, avaient remarqué des préparatifs à Gaza. Ils en auraient fait part à leur hiérarchie, mais ces rapports auraient été ignorés. C'est tout à fait possible. Mais je ne pense pas qu'il y ait eu une conspiration pour permettre cette attaque ou pour l'encourager. À mon avis, c'était plutôt une sous-estimation raciste des capacités de la résistance palestinienne. Ils n'ont jamais imaginé que la résistance palestinienne serait capable de détruire le commandement sud de l'armée israélienne, de prendre le contrôle de plusieurs bases militaires — ce qu'ils ont fait —, de capturer des dizaines d'officiers israéliens, y compris des commandants de haut rang, et d'en tuer beaucoup d'autres.

La destruction du réseau de communication — la résistance a systématiquement détruit le réseau, au point que l'armée israélienne devait s'appuyer sur des téléphones portables civils et sur WhatsApp pour communiquer, parce que ses propres réseaux avaient été anéantis. Et on voit la même chose avec l'Iran. Il y a eu, je pense, une sous-estimation à la fois complaisante et raciste de la capacité de l'Iran, non seulement à résister à une attaque massive d'Israël et des États-Unis, mais aussi à riposter et à infliger d'énormes dégâts. Selon le New York Times, treize bases militaires américaines dans la région auraient été détruites ou mises hors service, et les forces israéliennes auraient subi des dommages importants. Mais on ne connaît pas toute l'histoire, à cause de la censure. Donc, je ne crois pas qu'Israël ait voulu que cela se produise.

Je pense que c'était de la complaisance et de l'incompétence, et que Netanyahou a refusé d'agir. En Israël, beaucoup demandent la création d'une commission indépendante pour enquêter sur ce qui s'est passé, mais il ne l'a pas autorisée. Il a dit : seulement après la guerre. Eh bien, c'est bien pratique pour lui, puisque si la guerre ne se termine jamais, il n'y aura jamais d'enquête. Concernant l'argent, il y avait un accord selon lequel le Qatar transférerait des fonds vers Gaza pour payer les salaires, et Israël laissait faire. En gros, Netanyahou, à mon avis, pensait que le Hamas avait été apaisé : tant que l'argent arrivait pour payer les salaires et maintenir un certain fonctionnement à Gaza, le Hamas n'allait plus poser de gros problèmes, qu'ils avaient la situation sous contrôle. C'est ce qu'ils croyaient.

Et ils ne s'attendaient pas, ou ne prévoyaient pas vraiment, à part ce qu'indiquaient certains rapports... mais je pense qu'ils n'avaient pas compris l'ampleur des préparatifs, ni les capacités dont disposait la résistance. Et c'est la même chose, d'ailleurs, avec le Liban aujourd'hui. Parce que leur discours plein d'arrogance, après... vous savez, après les attaques des pagers en septembre deux mille vingt-quatre — c'était bien en septembre deux mille vingt-quatre, oui — puis l'assassinat de

Sayyid Hassan Nasrallah... ils disaient : "Quelle opération brillante, le Hezbollah est détruit, il est très affaibli." Et maintenant, on voit qu'ils sont retournés au Liban en pensant que ce serait facile. Mais on constate que le Hezbollah est en réalité plus fort qu'avant, avec davantage de capacités, notamment grâce aux drones FPV. Ce système de communication, désormais, les Israéliens arrivent à le pénétrer. Donc, encore une fois, ils ont sous-estimé le Hezbollah, et les capacités de ceux qui leur résistent.

#Pascal

Et je pense que c'est exactement ce qui s'est passé le sept octobre. Qui a le plus d'influence dans la relation actuelle entre les États-Unis et Israël ? Et la déclaration de J.D. Vance, est-ce qu'elle marque un vrai changement, ou simplement la poursuite de l'alliance américaine avec Israël ?

#Ali Abunimah

Merci. C'est une très bonne question, et je sais qu'elle préoccupe beaucoup de monde... sans jeu de mots. Mais il faut regarder la réalité matérielle : les États-Unis sont la superpuissance. Israël, comme l'a dit J.D. Vance, c'est un pays de neuf millions d'habitants, isolé, et totalement dépendant des États-Unis. Ça ne veut pas dire qu'Israël et son lobby n'ont pas d'influence, mais je pense que cette influence dépend de la mesure dans laquelle Israël sert les intérêts américains. Dès qu'Israël cesse de servir ces intérêts, on voit cette influence commencer à diminuer. Et c'est ce qu'on observe aujourd'hui. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois.

On a vu que les États-Unis savaient rappeler Israël à l'ordre, parfois, quand Israël allait à l'encontre de ce que les élites américaines considèrent comme leurs intérêts fondamentaux. Il y a quelques exemples de ça dans l'histoire, sans que ça aille jusqu'à rompre la relation ou à provoquer un changement de fond. Mais dans cette situation, les États-Unis et Israël ont lancé une guerre d'agression contre l'Iran — une guerre totalement injustifiée, illégale, sans provocation — parce qu'ils pensaient pouvoir la gagner et que cela servirait leurs deux pays. Les États-Unis ont d'ailleurs d'autres raisons d'attaquer l'Iran, au-delà du simple fait qu'Israël le souhaite.

Je pense qu'on considère aussi l'Iran comme un atout stratégique. Vous savez, il a une importance stratégique pour la Chine et pour la Russie. Il fait partie de l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Et bien sûr, c'est un pays qui, comme on le sait mieux que jamais aujourd'hui, contrôle le détroit d'Ormuz. En gros, c'est potentiellement une voie de sortie vers le sud pour la Russie, vers les océans. La Russie a du mal à accéder aux mers, et elle a pour voisins, de l'autre côté, les pays de la mer Caspienne. Donc je pensais, et je pense que les États-Unis pensaient aussi, qu'éliminer l'Iran serait facile, comme ils ont cru pouvoir le faire avec le Venezuela. Et ils se sont dit : pourquoi pas ? C'est bon pour Israël, et c'est bon pour nous.

Ce qu'ils ont découvert, c'est que ce n'était pas possible. L'Iran les a surpris par ses capacités, et on sait ce qui s'est passé. L'Iran a gagné la guerre, les États-Unis et Israël ont perdu. Et maintenant, les

États-Unis, comme Trump l'a dit très franchement — vous savez, il a cette habitude d'être parfois bien plus honnête que d'autres dirigeants américains — il a dit : « On a dû le faire, parce que l'alternative à cet accord, c'était une dépression mondiale. » Ce sont ses mots. Il a aussi dit que les réserves de pétrole étaient à environ quatre semaines d'être épuisées. Et ça, c'est la réalité. On ne peut pas la contourner. On ne peut pas rédiger un communiqué de presse habile qui change cette réalité.

Quand le pétrole s'épuise, il s'épuise. Et ils arrivaient à ce point-là. Entre le huit avril, quand il y a eu le cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran, et aujourd'hui, ils ont tout essayé pour éviter la réalité ou pour la contourner. Mais ils n'y sont pas parvenus. Alors ils ont dû accepter l'accord. Si les Israéliens étaient lucides, ils comprendraient que les États-Unis sont dans une situation où ils n'ont pas d'autre choix que de conclure cet accord et d'essayer de le faire fonctionner. Mais une fois encore, ils sont trop sûrs d'eux. Oui, ils ont beaucoup de commentateurs, beaucoup de responsables politiques qui leur sont fidèles. Mais je ne doute pas qu'aucun président américain, y compris Donald Trump, ne placera les besoins des États-Unis avant les désirs d'Israël quand il n'y a pas d'alternative. Et je pense que c'est exactement ce qui se passe en ce moment.

Et ça ne veut pas dire que les États-Unis vont abandonner Israël demain, même si, à mon avis, ce serait une très bonne chose. Je pense que ce processus de détachement est en cours, mais il prend du temps. Et il ne se fera pas de manière fluide, ni en une seule étape. Je pense aussi que ce que J. D. Vance et Donald Trump ont dit bénéficie d'un large soutien. Il y a beaucoup de soutien pour cette position aux États-Unis, aussi bien à droite qu'à gauche. Et le phénomène qu'on observe depuis le sept octobre, en particulier, c'est la montée des critiques de droite contre Israël aux États-Unis. C'est quelque chose qui existait déjà, mais c'était très marginal. Aujourd'hui, c'est vraiment entré dans le courant dominant. Et on assiste à un effondrement du soutien à Israël aux États-Unis. Ce n'est pas une exagération.

Le soutien du public à Israël s'est effondré aux États-Unis. Et je regarde ça depuis plus de trente ans, à travers les sondages d'opinion. Jusqu'à après le sept octobre, il n'y a jamais eu un seul sondage aux États-Unis montrant qu'une majorité d'Américains avait une opinion négative d'Israël. Jamais. La majorité a toujours soutenu Israël, quoi qu'il arrive. Quand Israël a envahi le Liban en mille neuf cent quatre-vingt-deux, pendant les massacres de Sabra et Chatila, en deux mille quatorze, en deux mille huit, quand Israël a massacré des Palestiniens, peu importe l'événement... il y avait toujours une majorité en sa faveur. Aujourd'hui, la majorité est contre Israël aux États-Unis. À gauche — et quand je dis gauche, j'utilise le terme au sens large —, on parle de la partie la plus progressiste de la population américaine. Là, c'est massif. Les gens qui votent pour le Parti démocrate, à quatre-vingts, quatre-vingt-dix pour cent, s'opposent à Israël.

C'est quelque chose qui progresse chez les Républicains, mais chez les jeunes Républicains, on est déjà à presque soixante pour cent qui ont une opinion négative d'Israël. C'est du jamais vu. C'est un tournant historique. Est-ce que ça se traduit par un changement immédiat dans la façon dont les États-Unis agissent, dont ils soutiennent Israël ? Non, je ne pense pas que ça se fera du jour au

lendemain. Mais je crois qu'on commence à voir ce découplage. Et je pense que ça va beaucoup plus vite que ce que beaucoup d'entre nous imaginaient. Parce que les gens disent : « Bon, Netanyahu a convaincu Trump d'entrer en guerre. » C'est possible. Trump, à lui seul, peut donner l'ordre dans le système américain. C'est le commandant en chef. S'il ordonne à l'armée américaine d'attaquer l'Iran, il peut le faire, et personne ne peut l'en empêcher. Mais ce n'est pas anodin que beaucoup de gens — et oui, d'accord, des gens un peu fous, vraiment fanatiques, comme Pete Hegseth — le suivraient.

Mais il y a aussi eu beaucoup de reportages — très crédibles — et ils n'ont jamais été démentis, disant que de nombreuses personnes au sein du renseignement américain, de l'armée, de ce qu'on appelle l'État profond ou peu importe, avaient prévenu que c'était une mauvaise idée. Elles avaient mis en garde contre ça. Alors, Trump l'a peut-être fait parce qu'il pensait que ce serait une victoire facile, mais plus personne ne referra ça. Et parce que les États-Unis ont subi là une défaite stratégique historique. Je pense que c'est devenu indéniable. Depuis des décennies, Israël essaie de convaincre les présidents américains d'attaquer l'Iran. Et la manière dont ils calmaient le lobby, c'était de ne pas attaquer l'Iran, de ne pas lancer de guerre, mais d'imposer toujours plus de sanctions, encore et encore. C'est comme ça qu'ils réglaient le problème politique.

Mais ils n'ont jamais franchi le pas de lancer une attaque militaire. Donc, si Israël voulait vraiment, si Israël était aussi puissant et maître du jeu qu'on le dit, il aurait convaincu les États-Unis d'attaquer l'Iran il y a bien des années. Il a fallu quelqu'un comme Donald Trump, assez stupide pour écouter ce genre de chose. Et ça s'est retourné contre lui de façon spectaculaire. Je pense que, même plus que la guerre en Irak... Vous savez, après la guerre en Irak, les États-Unis, malgré le désastre à bien des niveaux, ont quand même prévalu militairement. Ils ont réussi à occuper et à conquérir l'Irak. Mais ils n'ont rien pu accomplir militairement contre l'Iran. En fait, ils ont même reculé de plusieurs pas. Donc, à mon avis, la proximité entre les États-Unis et Israël dépend d'Israël, tant qu'Israël ne contredit pas les intérêts fondamentaux des États-Unis. Le jour où ce sera le cas, ils s'en débarrasseront.

#Pascal

Que fait Amnesty International avec son rapport sur les viols de masse présumés, quand l'introduction et la conclusion évoquent des preuves, mais que le corps du rapport semble faible ou indirect ?

#Ali Abunimah

À propos du rapport d'Amnesty, je dirais que, bon, on peut dire la même chose des rapports de l'ONU en général. Le rapport de Pramila Patten, publié en mars deux mille vingt-quatre... La partie du haut et la partie du bas du rapport — qui, soit dit en passant, sont les seules que les médias lisent et les seules dont ils parlent — disent : nous avons des indications, nous avons des preuves. Mais l'ONU n'a pas utilisé le mot « preuves ». Ils ont dit « informations ». Ils ont dit : nous avons des informations, nous avons des indications, enfin, ils utilisent ce genre de mots un peu ambigus. Mais

quand on lit le milieu du rapport, on ne trouve aucune preuve, aucun détail concret. Et en fait, on y trouve même des éléments qui contredisent ce qu'il y a en haut et en bas du rapport.

Par exemple, le rapport de l'ONU rédigé par Pramila Patten en mars deux mille vingt-quatre a été relayé partout dans le monde comme s'il confirmait qu'il y avait eu des violences sexuelles et des viols le sept octobre. Et Pramila Patten, lors de sa conférence de presse, a dit : oui, nous avons reçu des informations crédibles, ou des indications, enfin, ce genre de langage un peu flou, un peu imprécis. Mais quand on lit le rapport, il est écrit qu'ils ont examiné des milliers de photos du sept octobre, fournies par les Israéliens ou issues de sources ouvertes, et qu'ils n'ont trouvé aucun signe concret de viol sur aucune de ces images. Aucune vidéo, aucune photo, rien. Ils précisent aussi qu'il n'y a pas de preuve médico-légale. C'est écrit noir sur blanc, au milieu du rapport. Et c'est un peu la même chose avec le rapport d'Amnesty. Je l'ai lu quand il est sorti, et j'y suis revenu récemment pour vérifier un point. J'ai aussi mentionné le rapport de la Commission civile, cette fausse Commission civile israélienne.

Dans ce rapport, il y a un seul cas présumé de viol. Un seul. Sur trois cents pages. Et ils disent qu'il s'agit du témoignage d'un Israélien qui affirme avoir été violé en réunion par des membres du Hamas lors du festival Nova. Et quand on regarde la note de bas de page dans le rapport de la Commission civile, il est écrit que son témoignage est appuyé par des preuves médicales et qu'il a été transmis à Amnesty International. Alors je me suis dit, tiens, c'est intéressant. Je ferais bien de vérifier le rapport d'Amnesty International. Le rapport d'Amnesty dit : nous avons reçu le témoignage de cet homme et nous avons examiné ses dossiers médicaux. Et ces dossiers indiquent qu'il a consulté un médecin à deux reprises — une fois en mars deux mille vingt-quatre, donc environ six mois après le sept octobre, et une autre fois en mai deux mille vingt-quatre. Et lors de la deuxième visite, il a dit au médecin qu'il avait subi une agression sexuelle le sept octobre.

Donc, le rapport d'Amnesty réfute qu'il y ait eu des preuves médicales. Quand on parle de preuves médicales, on imagine qu'il a été examiné par des médecins, qu'ils ont trouvé des traces physiques sur son corps, des preuves médico-légales, des blessures. Mais non. La preuve médicale, c'est qu'il est allé voir un médecin en mai deux mille vingt-quatre et qu'il lui a dit : « Le sept octobre, j'ai été violé. » Et le médecin a écrit : « Le patient déclare avoir été violé le sept octobre. » Voilà la preuve médicale. Le rapport d'Amnesty ne lui a accordé aucune crédibilité ; ils se sont contentés de le mentionner comme ça. Mais quand on lit le rapport de la Commission civile, eux affirment que ce témoignage était étayé par des preuves médicales. C'est pour ça qu'il faut lire ces rapports à la loupe.

Parce qu'Amnesty, vous demandez quel jeu ils jouent. Amnesty, c'est une organisation libérale. Ils veulent garder leur crédibilité. Donc, ils ne veulent pas qu'on les accuse, comme l'Electronic Intifada, de nier des viols. Dire qu'Amnesty International nie des viols, ce serait catastrophique pour eux. Alors, ils se disent : bon, on fait un rapport. On dit qu'on a reçu des témoignages sur ceci, des témoignages sur cela, mais qu'on ne peut pas tirer de conclusion. Par contre, on estime qu'il y a assez d'éléments pour demander une enquête complète. Voilà ce qu'ils disent. C'est tout ce qu'ils disent. Et ensuite, les médias titrent : "Amnesty affirme qu'il y a assez de preuves pour demander

une enquête complète sur les viols.” C’est ça, le titre. Mais en réalité, ils cherchent à éviter les critiques tout en gardant leur crédibilité. Alors, ils se cachent derrière ce langage ambigu.

#Pascal

Pourquoi l’organisation ZAKA aurait-elle été impliquée, ou présente, lors de l’enquête sur la tragédie de Crans-Montana, en Suisse ?

#Ali Abunimah

Oui. Alors, d’accord. Il y a eu cet incendie tragique à Crans-Montana, absolument horrible. Et c’est la première fois que j’entends ce que vous me dites. Dina me dit que vous avez entendu la même chose, que l’organisation israélienne, israélo-américaine, ZAKA, aurait participé à l’enquête. C’est bien ce que vous avez dit ? Le groupe suisse de ZAKA, parce qu’il semble qu’il y en ait aussi un en Angleterre. Il y a de l’argent. Oui, il y a de l’argent.

#Speaker 1

Apparemment, ils sont venus. À ma connaissance, ils n’ont pas participé à l’enquête. Ils attendaient simplement à Crans-Montana pour trouver du travail. Mais au final, je crois qu’ils n’en ont pas eu, alors ils sont repartis.

#Ali Abunimah

D’accord. Bon, en tout cas, peu importe ce que c’est, je veux juste dire qui ils sont. Et on peut deviner pourquoi ils sont venus : pour faire de la publicité. Pour dire, regardez, on est là, on aide tout le monde, on est une organisation de secours crédible. Mais en réalité, ZAKA n’est pas une organisation de secours, pas comme le secours en montagne ou les pompiers. ZAKA, c’est une organisation religieuse juive dont le rôle, quand il y a une catastrophe, un acte de violence ou un attentat, c’est d’aller sur place pour recueillir des informations... enfin, c’est un peu macabre à dire... mais ils récupèrent les corps et les morceaux de corps. Même s’il n’y a qu’un petit fragment, ils le ramassent pour l’inhumer selon le rituel juif. Bien sûr, il n’y a rien de mal à ça.

C’est le droit de tout Juif d’enterrer ses morts selon sa tradition ou sa religion. Un droit qu’Israël refuse systématiquement aux Palestiniens, d’ailleurs, mais c’est un autre sujet. Le sept octobre, ZAKA a fait cela. Ce ne sont pas des secouristes, ni des ambulanciers, même s’ils se présentent comme tels aujourd’hui. ZAKA a été fondée dans les années mille neuf cent... Après le sept octobre, on a vu ZAKA, ou plutôt certains de leurs porte-parole, avec leurs gilets jaunes, un peu comme des uniformes de secours ou d’ambulance, partout dans les médias. Ils disaient : je suis allé au kibboutz Be’eri, je suis allé à Kfar Azzah, je suis allé dans tous ces endroits, et j’ai vu des enfants brûlés partout, j’ai vu des femmes violées, j’ai vu des enfants attachés ensemble et brûlés.

Ce sont eux qui ont raconté tous ces mensonges, cette propagande d'atrocités, et tout ça a été relayé dans les médias. Ils ont diffusé ces histoires partout dans le monde, y compris les fausses histoires de viols au kibboutz Be'eri. Le gouvernement, ou le conseil du kibboutz Be'eri, a déclaré qu'il n'y avait pas eu de viols à Be'eri, et que ces récits n'avaient aucun fondement réel. Il y a eu beaucoup d'histoires de ce genre. ZAKA a même diffusé l'histoire selon laquelle des Palestiniens auraient éventré une femme enceinte pour en sortir le bébé. Tout cela, ce sont des mensonges.

#Ali Abunimah

Bébé dans le micro-ondes.

#Ali Abunimah

Le bébé dans le four, et tout ça. Mais surtout, ZAKA a été utilisé par Sheryl Sandberg — je l'ai mentionnée dans son film à Hollywood —, par Jeffrey Gettleman du New York Times, et par d'autres, comme témoins des viols. Il faut savoir une chose sur ZAKA, et c'est ce qui rend tout ça particulièrement écœurant : ZAKA a été fondée dans les années quatre-vingt par un rabbin — j'en ai parlé dans mes écrits —, qui est devenu connu il y a quelques années comme le « Jeffrey Epstein haredi ». Parce qu'on a découvert, il y a environ quatre ou cinq ans, que pendant plus de trente ans, il avait violé et agressé sexuellement des hommes, des femmes et des enfants juifs en Israël. Et il s'est suicidé après que tout cela a été révélé, en deux mille vingt et un. Alors, on peut se dire : quel rapport avec le sept octobre ?

Eh bien, le porte-parole de ZAKA, un en particulier, qui s'appelle Haim Rotmazgin, celui qui diffusait ces récits d'atrocités à propos du sept octobre, était en fait le plus grand défenseur, et en même temps le négateur, des crimes commis par le fondateur de ZAKA contre des hommes, des femmes et des enfants juifs. Il les a tous accusés de mentir, en disant que cet homme, ce rabbin, était irréprochable, et que toutes ces personnes qui l'accusaient étaient des menteurs. Et c'est ce même homme qui est présenté comme le témoin principal, ou l'un des témoins clés, censé apporter des preuves de viols le sept octobre. Donc cette organisation, ZAKA, et quelques autres du même genre, ont récolté d'énormes sommes d'argent après le sept octobre.

Ils ont fait des tournées de conférences aux États-Unis, les responsables de ZAKA, comme Rotmazgin et d'autres, et ils ont récolté des sommes énormes — des millions de dollars. Il a même été rapporté dans la presse hébraïque qu'on ne sait pas vraiment où est passé cet argent, qu'il n'a pas été déclaré dans les comptes officiels. Parce qu'en Israël, comme dans n'importe quel pays, les associations à but non lucratif doivent rendre des comptes. Il y a donc un décalage total entre l'argent collecté ou envoyé depuis les États-Unis et ce qui serait effectivement arrivé en Israël. Alors, je peux seulement supposer — je ne veux pas affirmer sans savoir — que pour eux, cette tragédie terrible de Kfar Aza, le sept octobre, a été une occasion de Hasbara, une opportunité de communication. Du genre : il y a un tremblement de terre, on y va ; il y a un incendie en Suisse, on y va, on est sur place. Mais ce n'est pas une organisation de secours.

#Speaker 1

Peut-être juste une chose : ce qui est vraiment étonnant, c'est qu'aucun journaliste en Suisse n'a demandé qui ils étaient, ni quelle était leur histoire. Ils se sont simplement fiés à l'image de gentils types juifs venus en Suisse pour aider.

#Ali Abunimah

Tu sais, dans ce qu'on appelle le rapport de la Commission civile, dont j'ai déjà beaucoup parlé, c'est encore aujourd'hui l'une des principales sources, malgré toutes leurs inventions et leurs mensonges. La BBC, CNN, le New York Times, tout le monde a présenté ce rapport comme s'il était le plus crédible et le plus complet, en continuant de s'appuyer sur ZAKA, même s'ils savent très bien... Maintenant, la BBC ne dit plus qu'une femme enceinte a été éventrée, ou qu'un bébé a été mis dans un four, ou que des enfants ont été attachés ensemble. Ils ne disent plus ça.

Ils ont abandonné ces récits, mais ils continuent de s'appuyer sur ZAKA, alors qu'ils savaient que ZAKA avait inventé ou diffusé ces fausses histoires. Ce que j'ai écrit à propos de la Commission civile, c'est que le rapport s'appuie largement sur les déclarations de membres de ZAKA, cette organisation israélienne dite de secours, responsable des mensonges tristement célèbres du sept octobre, comme les fausses affirmations sur des dizaines de bébés décapités ou d'enfants brûlés. Ce groupe a joué un rôle important en donnant une apparence de crédibilité de premiers secours à ce type de propagande d'atrocités, contribuant ainsi à créer un consentement public pour le génocide d'Israël à Gaza après le sept octobre.

ZAKA a été fondée par Yehuda Meshi-Zahav, qui s'est suicidé après avoir été dénoncé en Israël comme un prédateur sexuel en série, accusé de crimes sexuels violents contre des hommes, des femmes et des enfants juifs pendant des décennies. Après que les victimes de Meshi-Zahav ont pris la parole, Chaim Otmazgin, de ZAKA — que j'ai mentionné comme l'un des principaux propagandistes le sept octobre — l'a publiquement défendu, affirmant que les nombreuses preuves contre lui avaient été obtenues par extorsion. ZAKA et Otmazgin sont cités à plusieurs reprises comme sources crédibles dans le rapport de la Commission civile. Otmazgin et son collègue de ZAKA, Simcha Greinmuth, apparaissent aussi dans le film de Sheryl Sandberg, **Making Lurit**, qui affirme de manière répétée avoir vu des clous et d'autres objets dans des zones génitales.

#Pascal

Le BDS, c'est-à-dire le boycott, le désinvestissement et les sanctions, est-il vraiment un moyen efficace de faire tomber le système d'apartheid sioniste d'Israël, surtout quand les produits israéliens sont encore vendus dans les supermarchés suisses ?

#Ali Abunimah

Absolument, c'est efficace. Si ça ne l'était pas, Israël n'aurait pas dépensé autant d'argent et d'énergie pour essayer d'arrêter et de discréditer le mouvement. Est-ce une solution miracle qui met fin du jour au lendemain à l'apartheid et au génocide israéliens ? Non. Mais c'est un mouvement. Et surtout, c'est une occasion pour nous, pour les gens en Suisse, partout en Europe, aux États-Unis, de transformer leurs opinions, leur compréhension, en action. Et ces actions peuvent être très simples, individuelles, comme refuser d'acheter des produits israéliens — ce qui est le droit de chacun, de choisir ce qu'il achète ou non. Mais il y a aussi l'action collective, parce que le boycott n'est qu'une partie. Il y a aussi le désinvestissement et les sanctions. Et on a vu que la première partie, le boycott, c'est surtout de ça qu'on a parlé au cours des dix dernières années.

On voit maintenant un nouvel élan pour les campagnes de désinvestissement, y compris aux États-Unis. Il y a eu récemment plusieurs initiatives de désinvestissement très réussies. Et la troisième dimension, ce sont les sanctions. Ces dernières semaines, on commence à voir des pays européens, pourtant très complices du génocide et du soutien à Israël depuis des décennies, parler d'interdire légalement le commerce des produits issus des colonies. Est-ce que c'est suffisant ? Non. Ils auraient dû le faire il y a des décennies, et ils devraient sans doute aller beaucoup plus loin, voire interdire tout commerce avec Israël, comme ils l'ont fait avec la Russie, d'ailleurs. Donc, ils ne considèrent pas les boycotts ou les sanctions comme immoraux. C'est juste qu'ils soutiennent les boycotts menés par Israël, et qu'ils ne veulent pas y mettre fin.

Mais même le peu que les pays européens font aujourd'hui, c'est uniquement à cause de la pression populaire, uniquement parce que le public le réclame et se mobilise. Donc il faut voir tout ça comme un processus. C'est frustrant que ça n'avance pas plus vite. Je veux dire, que les gouvernements ne réagissent pas plus vite. Mais il ne faut pas que ça nous décourage. Parce que, même pour l'Afrique du Sud, le mouvement international de solidarité contre l'apartheid a commencé dans les années cinquante. Les premiers appels de l'ANC à la solidarité internationale datent aussi des années cinquante. Et pourtant, il a fallu attendre les années quatre-vingt pour voir une adoption massive de sanctions contre l'Afrique du Sud. Et, vous savez, il y a ce livre de l'auteur canado-égyptien Omar al-Akkad, intitulé **Un jour, tout le monde aura été contre ça**. Eh bien, c'est exactement le même phénomène qu'on observe avec l'Afrique du Sud.

Vous vous souvenez peut-être, vous avez peut-être vu les images à la télévision quand Nelson Mandela est mort, pendant ses funérailles. Barack Obama était là, la Première ministre du Danemark aussi, et ils prenaient des selfies pendant la cérémonie, comme si c'était un événement de célébrités... Franchement, c'était de très mauvais goût, écœurant même. Et David Cameron, qui était alors Premier ministre britannique, y est allé aussi. Il a déclaré : « Nelson Mandela était un grand homme. » Et un journaliste britannique lui a demandé — parce qu'à l'époque de la lutte contre l'apartheid, Cameron était à l'université — « Mais vous n'étiez pas contre les sanctions envers l'Afrique du Sud ? Qu'est-ce que vous faites aux funérailles de Nelson Mandela ? Pourquoi dire

maintenant que c'était un grand homme ? » Voilà ce que ça veut dire. Un jour, tout le monde aura été contre. Dans le futur, tout le monde dira qu'il était contre. Enfin... j'ai perdu le fil. Qu'est-ce que je disais déjà ? Ah oui, le BDS.

#Ali Abunimah

Sanctions.

#Ali Abunimah

Les sanctions. Alors, ce que je voulais dire, avant de partir sur cette digression, c'est que dans les années quatre-vingt, les mêmes pays qui soutiennent aujourd'hui le génocide en Palestine s'opposaient aux sanctions contre l'Afrique du Sud. Le principal, c'était qui ? Quelqu'un le sait ? Le Royaume-Uni, bien sûr. Margaret Thatcher était contre les sanctions. L'Allemagne de l'Ouest aussi. L'Allemagne de l'Ouest et la Suisse. La Suisse également. Et d'autres encore, parce qu'ils avaient beaucoup d'échanges lucratifs, beaucoup de ressources naturelles qu'ils importaient d'Afrique du Sud. Ils ne voulaient pas de sanctions. Qui s'en souvient aujourd'hui, en Allemagne ? Donc oui, il faut continuer à faire pression. C'est efficace, mais ça prend du temps.

#Pascal

Pourquoi le nombre potentiellement bien plus élevé de morts palestiniens à Gaza, y compris les personnes portées disparues, n'est-il pas davantage mis en avant par les médias, par le Hamas ou par leurs organisations ?

#Ali Abunimah

À propos, j'ai parlé de votre remarque sur les sept cent mille morts comme d'une divergence. Eh bien, le chiffre de soixante-treize mille, qui est maintenant celui annoncé par le ministère de la Santé à Gaza, il ne faut pas le mal comprendre. Ce chiffre correspond aux décès documentés liés à la violence. Ils ne disent pas que c'est le nombre total de personnes tuées. Le total inclura des milliers de gens encore ensevelis sous les décombres, qu'on n'a pas pu retrouver. Quand on les retrouve, on les ajoute aux statistiques. Mais ce que ces statistiques ne montrent pas, c'est le nombre terrible de morts supplémentaires dues... imaginez... aux conditions de vie imposées aux habitants de Gaza. Et ça, c'est un élément du génocide : imposer des conditions de vie destinées à détruire une population. C'est l'une des lignes de la Convention sur le génocide.

Et maintenant, on voit les rapports qui parlent, euh, vous savez, de rats partout à Gaza, qui propagent des maladies, qui mordent les gens... Le manque d'hygiène provoque des maladies en permanence — des infections légères, des problèmes intestinaux — et il n'y a presque pas de soins. Imaginez les personnes âgées, qui pourraient vivre en bonne santé si elles avaient leurs médicaments pour l'hypertension ou le diabète. Sans ces traitements, leur vie est en danger, et leur

espérance de vie diminue. Le nombre de morts supplémentaires doit se compter en centaines de milliers. Je ne connais pas le chiffre exact, mais il me semblerait impossible que ce ne soit pas un nombre astronomique, effrayant, de cet ordre-là. Et il faut comprendre que c'est l'intention israélienne. Ils l'ont dit dès le premier jour, le neuf octobre deux mille vingt-trois, quand Yoav Galant a déclaré : « Ce sont des animaux humains. Il n'y aura ni eau, ni nourriture, ni médicaments. » Il a clairement exprimé une intention génocidaire. Et aujourd'hui encore, ils tiennent ce genre de propos.

#Pascal

Alors que Gaza reste sous les bombardements malgré un faux cessez-le-feu, quelles actions urgentes les gens peuvent-ils entreprendre pour reprendre l'élan et agir rapidement ?

#Ali Abunimah

Je pense qu'Israël a fait quelque chose de très malin en acceptant ce faux cessez-le-feu, parce qu'ils ont réussi à faire disparaître Gaza des unes des journaux, et à l'effacer de la conscience des gens. Mais ce que nos collègues, et ceux d'entre vous qui suivent le direct de l'Electronic Intifada, savent bien, c'est qu'à chaque fois qu'on parle avec un invité de Gaza, on lui demande : que devraient faire les gens ? Et ils répondent toujours : n'arrêtez pas de parler de Gaza. La seule chose qui nous donne la force de continuer, c'est de voir que, dans le reste du monde, les gens parlent encore de Gaza. Je ne veux pas qu'on m'accuse d'inciter à quoi que ce soit, mais je suis beaucoup de personnes à Zurich sur Instagram, et j'ai vu des mobilisations et des manifestations incroyables dans les rues pour Gaza, pendant les phases précédentes du génocide.

Ce serait formidable d'avoir une mobilisation aussi massive, visible, centrée sur Gaza en ce moment. Qu'elle serve d'exemple à toutes les autres villes de Suisse, et à tous les autres pays d'Europe. Pour dire : Gaza, nous ne t'avons pas oubliée. Gaza, nous sommes avec toi. Gaza, nous exigeons la fin du génocide. Comme vous le savez, cela a été largement rapporté : il y a quelques jours à peine, le nombre de personnes tuées pendant le soi-disant cessez-le-feu a dépassé le millier. Et le mois de mai a été le plus meurtrier de l'année deux mille vingt-quatre à Gaza, uniquement à cause des tirs et des bombardements israéliens. Encore une fois, on ne parle pas ici de vies écourtées par les conditions horribles et inhumaines imposées à la population. Je pense donc que nous devons tous faire davantage pour remettre Gaza au centre de l'attention. Oui, c'est très important de suivre ce qui se passe au Liban, ce qui se passe avec l'Iran et les États-Unis. Mais il ne faut pas que Gaza soit oubliée. C'est ce que nous pouvons faire, et c'est ce que nous devons faire.

#Pascal

Comment les gens en Suisse peuvent-ils relayer la voix d'Electronic Intifada et d'autres voix palestiniennes dans tout le pays, surtout au-delà du public anglophone et des grandes villes ?

#Ali Abunimah

Votre question, votre remarque sur la neutralité suisse et la complicité de la Suisse... Je pense que la neutralité suisse serait une très bonne chose. Vraiment. Je le pense sincèrement. Et Pascal, toi, tu aurais beaucoup à dire là-dessus, puisque ta chaîne s'appelle *Neutrality Studies*. Mais une vraie neutralité, ça renforcerait la puissance de la Suisse. Une neutralité réelle. Parce qu'on le sait tous, la Suisse est en réalité un membre caché de l'empire occidental. C'est la vérité. Mais une Suisse vraiment neutre serait une force puissante dans le monde.

Et je pense que ça n'a pas reçu assez d'attention ni de critiques. Ce que la Suisse a fait en mars deux mille vingt-cinq est vraiment honteux. Vous savez, l'Assemblée générale des Nations unies avait chargé la Suisse, en tant que dépositaire de la Quatrième Convention de Genève, d'organiser une conférence des hautes parties contractantes pour discuter de la situation en Palestine. C'était la responsabilité de la Suisse, à la fois comme dépositaire et comme pays neutre. Et sous la pression d'Israël et des États-Unis, le gouvernement suisse, le ministère suisse des Affaires étrangères, ont honteusement, vraiment honteusement, cédé à cette pression, en annulant cette conférence. C'était un acte très lâche. Et je pense que c'est quelque chose qu'on ne devrait pas oublier si facilement.

Je pense que si j'étais Suisse... bon, je ne le suis pas, évidemment, et je ne veux pas dire aux Suisses ce qu'ils doivent faire. Mais si je l'étais... enfin, en réalité, j'ai un peu envie de le dire. Vous êtes libres de m'ignorer, je ne suis qu'une voix parmi d'autres. Mais moi, je réclamerais la neutralité. Je dirais : nous voulons une vraie neutralité, pas une version factice ou affaiblie de la neutralité. Et à l'époque, les médias suisses avaient rapporté que l'une des raisons pour lesquelles la Suisse avait cédé à la pression américaine, c'était la crainte que Donald Trump impose des droits de douane plus élevés à la Suisse. Franchement, ce n'est pas une position très fondée sur des principes. Alors comment peut-on... comment pouvez-vous... comment pouvons-nous, collectivement, donner plus de poids aux voix de... L'électronique est le père, mais élargissons le cadre.

Plus de voix palestiniennes, plus de voix venant de Palestine. Eh bien, merci de m'avoir invité ici, c'est déjà une façon d'y contribuer. Et vous allez recevoir Salman Abu Sitta, qui est vraiment extraordinaire. C'est un géant pour nous tous, les Palestiniens. Alors surtout, ne ratez pas ça. Et oui, nous écrivons en anglais. Nous n'avons pas les moyens de le faire dans d'autres langues. L'anglais, c'est ce qu'on appelle la langue mondiale, donc ça permet à beaucoup de gens d'y avoir accès. Mais on sait bien que ça reste limité. Au fil des années, différents sites indépendants ont traduit nos articles et les ont partagés, et on les y encourage. On n'a aucun problème avec ça.

Et je pense que, oui, parfois, on peut se sentir découragé. On se dit que c'est trop difficile. Mais quand on prend un peu de recul, qu'on regarde la situation dans son ensemble, le grand changement de l'opinion publique partout dans le monde, en réalité, on est en train de réussir. Et on est la majorité. Ce n'est pas suffisant, bien sûr. Il ne devrait y avoir aucun soutien à un Israël génocidaire, à un Israël d'apartheid. Mais nous sommes la majorité, et le mouvement étudiant a joué

un rôle essentiel là-dedans. C'est pour ça qu'il y a autant d'efforts pour faire taire les voix étudiantes. On l'a vu aux États-Unis, mais aussi dans toute l'Europe, en Allemagne surtout, où la répression est extrême. À Zurich aussi, bien sûr.

#Ali Abunimah

Oui, j'en sais un peu moins à ce sujet, mais en ce moment, des étudiants sont en fait poursuivis par l'université pour avoir participé à...

#Ali Abunimah

Tu sais de quoi il s'agit, Gina ? Il y a un autre avocat. Moi, je ne peux pas le faire. D'accord, très bien. Tant qu'ils ont un bon avocat, c'est l'essentiel. Oui, oui. Donc oui, j'y crois. Et je sais que ça s'est déjà produit en Allemagne, en Autriche, bien sûr aussi au Royaume-Uni. Et ça, c'est quelque chose pour lequel, en tant que Palestinienne, en tant qu'être humain, je suis reconnaissante. Je suis reconnaissante envers ces étudiants. En avril, j'étais à Boston, aux États-Unis. Je suis allée au MIT, puis au Bowdoin College. Et j'y ai rencontré des étudiants qui, eux aussi, sont poursuivis pénalement aux États-Unis, dans des circonstances similaires, pour des accusations absurdes... simplement parce qu'ils manifestaient contre le génocide.

Mais, vous savez, je ne veux pas dire que ce n'est rien. C'est assez traumatisant de traverser ce genre d'épreuve. Mais l'histoire est de votre côté. La morale aussi est de votre côté. Plus tard, vous regarderez en arrière et vous vous direz : je suis content d'avoir mené ce combat. Je pense que, pour tout le monde, la tâche maintenant, c'est la solidarité avec les étudiants : les soutenir, s'assurer qu'ils aient des fonds pour leur défense juridique si besoin, les protéger et les accompagner. C'est, à mon avis, une façon pour chacun de répondre à cette attaque contre les étudiants, et de vraiment continuer le mouvement.

#Pascal

Compte tenu du découplage apparent entre les États-Unis et Israël, et de l'évolution de l'opinion publique, est-ce que les forces démocrates américaines peuvent encore transformer ce changement en lois concrètes ? Et qu'est-ce que cela impliquerait pour les Palestiniens et pour la couverture médiatique ? Que penser du fait que Zohran Mamdani travaille avec le Parti démocrate et s'aligne sur des figures comme Brad Lander ? Et enfin, la politique électorale à l'intérieur d'un tel système est-elle encore viable, ou bien faudrait-il construire de nouveaux mouvements, voire de nouveaux partis, en dehors de ce cadre ?

#Ali Abunimah

Oui, c'est très lié. Alors je vais simplement partager mes pensées comme elles me viennent. Oui, j'ai rencontré Zohran Mamdani. Comment je l'ai rencontré ? En deux mille treize, j'ai reçu un message

de lui, un message privé sur Twitter. Il m'a dit : je suis le président de l'association Students for Justice in Palestine au Bowdoin College, dans le Maine. Seriez-vous prêt à venir parler dans notre université ? Je n'avais jamais entendu parler de cette université. C'est un petit établissement, tout au nord-est des États-Unis. Mais il se trouvait que je prévoyais déjà d'aller dans cette région, dans le Connecticut et à Boston. Alors j'ai dit : d'accord, je peux le faire. Et j'y suis allé. Il m'a accueilli là-bas. Et je dois dire qu'il m'a beaucoup impressionné. Il était très engagé, très impressionnant, très chaleureux. Et depuis, on est restés en contact. Enfin, maintenant, ce n'est pas comme si on se parlait souvent ou quoi que ce soit.

Je ne veux pas donner une mauvaise impression. Mais même après son élection à l'Assemblée de l'État de New York, il est resté très ouvert. Et en fait, juste hier, ou peut-être il y a quelques jours, il a fait d'excellents commentaires sur l'AIPAC. Ensuite, il a été attaqué, il a défendu ses propos, et il est même allé plus loin. J'ai été vraiment impressionné par ce qu'il a dit. C'est un politicien très habile. Alors, qu'est-ce qu'il fait ? Il a mis en colère les sionistes en devenant le premier maire, depuis je ne sais combien d'années, à refuser de participer à la parade de la Journée d'Israël à New York. Mais il a autorisé le chef de la police de la ville à y aller. Donc, il est plutôt doué pour jouer sur les deux tableaux. Mais je pense qu'il a un engagement réel. Et oui, je trouve le Parti démocrate répugnant à cause de sa complicité et de son soutien au génocide.

Mais les partis politiques américains sont un peu différents des partis européens, dans le sens où il n'y a pas vraiment de ligne de parti. Vous voyez, il n'y a pas ce côté : « Voici le programme du parti, et il faut s'y tenir. » En gros, chaque élu est un peu indépendant, il peut dire ce qu'il veut sur à peu près n'importe quel sujet. Alors la question, c'est de savoir si quelqu'un comme Mamdani a le pouvoir, ou la capacité, d'orienter les choses dans une direction que d'autres suivront, de tracer une nouvelle voie. C'est un grand débat parmi les militants. Certains disent que le Parti démocrate est irréformable, et qu'il ne sert à rien de se présenter en son sein. D'autres répondent que le système américain est tellement verrouillé qu'il est pratiquement impossible de créer ou de faire vivre un troisième parti. Et, honnêtement, ces deux arguments ont du poids. Pour moi, ce qui est vraiment important dans la victoire de Mamdani, ce n'est pas de savoir s'il est bon ou mauvais.

Est-ce que Mamdani nous a trahis, ou est-ce qu'il ne nous a pas trahis ? Moi, je pense qu'on doit toujours pousser les politiciens, quoi qu'il arrive. Franchement, j'ai un petit faible pour Zohran Mamdani. Je l'aime bien, mais je le critique quand même publiquement. Vous voyez, je comprends que c'est un homme politique. Ce n'est pas mon ami personnel, ce n'est pas mon correspondant. C'est un politicien. Donc, on doit les tenir responsables. On doit les critiquer. Il n'y a rien de mal à ça. Mais pour moi, ce qui est vraiment important dans sa victoire, ce n'est pas de savoir, comme je l'ai dit, si Mamdani est bon ou mauvais. Ce qui compte, c'est qu'une majorité d'électeurs à New York ont voté pour quelqu'un qui a dit : « C'est un génocide. » C'est ça, le point essentiel pour moi. Ce n'est pas une question de perfection. On doit continuer à le pousser, à le critiquer. Absolument.

#Ali Abunimah

Est-ce que je peux poser une question à mon tour ?

#Ali Abunimah

Oui. Je vais te laisser faire ça, mais laisse-moi d'abord répondre à la deuxième partie. Ensuite, on reviendra là-dessus et ce sera fini. Alors, ce découplage... est-ce que ce système démocratique fonctionne assez bien pour transformer ce changement de l'opinion publique en politique concrète ? Eh bien, je dirais que je suis plutôt sceptique. Parce qu'on voit, dans toutes les démocraties, qu'il y a un vrai décalage entre l'opinion publique et, disons, le résultat politique. Tu peux voter pour le parti que tu veux, au final, tu obtiens la même chose. Oui. Je pense que c'est une crise qui touche tout l'Occident, et on la voit aussi se manifester en Europe. Je ne sais pas pour la Suisse, peut-être que la Suisse fonctionne parfaitement. Mais c'est certainement vrai en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, et dans d'autres pays. Mais ce n'est pas non plus une rupture totale entre l'opinion publique et le pouvoir politique.

#Ali Abunimah

En Suisse, tout tourne toujours autour de la question de savoir si on met les égouts du côté droit ou du côté gauche de la route.

#Ali Abunimah

Oui. Alors, bon, d'accord, c'est très local. Mais... comme on dit, toute politique est locale. Cela dit, il n'y a pas une déconnexion totale. Je pense qu'on ne peut pas défier la gravité politique indéfiniment. En ce moment, on voit l'AIPAC et le lobby pro-Israélien paniquer à cause de gens comme Mamdani. Ils ont dépensé trente-neuf millions de dollars pour essayer de battre Thomas Massie, un député républicain critique d'Israël, dans le Kentucky. L'un des rares républicains dans ce cas. Mais quand même, il a fallu trente-neuf millions de dollars, la primaire la plus chère de l'histoire, juste pour tenter d'éliminer Massie. Ils vont en gagner certaines, c'est sûr, par pure force politique et en dépensant des sommes énormes. Mais ils vont en perdre de plus en plus. Et on a vu, dans l'Ouest, une réaction qui consiste à dire que, quand les gens votent ou pensent « mal », eh bien, il faut les faire taire. Mais il y a une autre voie possible : celle où la démocratie et la volonté populaire finissent par l'emporter. Il ne faut pas écarter cette idée. Donc, on ne baisse pas les bras. L'avenir n'est pas écrit d'avance. C'est à nous de le construire.

#Pascal

Le sionisme libéral est-il en train de récupérer le mouvement révolutionnaire antisioniste actuel en s'alliant à des responsables politiques comme Mamdani ? Et les militants ne sont-ils pas en train de baisser leurs exigences en ne tenant pas suffisamment ces alliés pour responsables ?

#Ali Abunimah

Je ne suis pas en désaccord avec tout ça. Bien sûr, Mamdani, le Parti démocrate ne défend rien, et en général, les gens le détestent. En ce moment, ils le détestent peut-être un peu moins que les Républicains. C'est ce que disent les sondages. Mais ils ne l'aiment pas. Ils ne votent pas pour lui parce qu'ils pensent qu'il a un grand programme. Donc Mamdani, tu vois, Barack Obama, qui n'est pas seulement un sioniste libéral mais aussi un criminel de guerre brutal qui devrait être traduit en justice, a essayé de récupérer Mamdani, de le neutraliser, mais aussi d'exploiter sa popularité et son énergie pour redonner un peu de souffle au Parti démocrate. Et l'une des choses que j'ai reprochées à Mamdani, c'est d'avoir accepté de paraître aux côtés de Barack Obama. Et je trouve ça vraiment écœurant.

Tu sais, il est apparu récemment dans une école primaire avec Barack Obama. Franchement, c'était complètement inutile. C'est Barack Obama qui a besoin de lui, pas l'inverse. Donc oui, tu as raison, on doit être très critiques, et on doit les tenir responsables. Mais je pense qu'il faut aussi voir les choses du point de vue de ce que les gens attendent, pas seulement de ce que les politiciens nous offrent. La bonne nouvelle dans la victoire de Mamdani, c'est ce que le peuple réclame, et le fait qu'il continue à pousser ces revendications. Et moi, ça me va de dire quand il ne dit pas quelque chose de bien. Par exemple, quand il a dit qu'AIPAC, ce sont des monstres, il a été attaqué pour ça, mais il a défendu ses propos, il est allé plus loin, et il a ramené l'attention sur Gaza et sur ce qui s'y passe. C'était il y a un jour ou deux à peine.

Je vais bien. Je suis content de dire que, tu sais, Zohran Mamdani a dit quelque chose de très juste ici. Il devrait le dire plus souvent. Et les autres politiciens devraient le dire aussi. Ils devraient suivre son exemple. Mais en même temps, je suis tout à fait prêt à le critiquer quand il trahit les attentes des gens. Je pense que c'est comme ça qu'il faut avancer. Et tu n'auras pas... enfin, je ne veux pas passer pour un libéral qui s'excuse, c'est le risque... mais tu n'auras jamais le candidat parfait. Pas en une seule étape, en tout cas. On ne passe pas de zéro à parfait d'un coup. Je veux dire, Mamdani est meilleur qu'AOC, c'est sûr. Mais on veut mieux que Mamdani. Et ça, ça vient de la pression populaire et du fait de les rendre responsables de leurs actes. Ne les abandonnez pas.